

JOURNAL DU 15 MARS 2022

26E JOURNÉE INTERNATIONALE
CONTRE LA BRUTALITÉ POLICIÈRE



Lionel-Groulx

17:30

COPB
copp.resist.ca

ETAT POLICIER

MANIFESTATION CONTRE
26^{ème} Journée Internationale Contre la Brutalité Policière
LA BRUTALITÉ POLICIÈRE

15 MARS 2022



TABLE DES MATIERES

LA POLICE, C EST COLON EN CRISS	3
SHUTDOWN THE COLONIAL POLICE	5
LA LUCHA MAPUCHE CONTRA EL YUGO COLONIAL	7
LA LUTTE MAPUCHE CONTRE L EMPRISE COLONIALE	9
A.C.A.B.	11
IPPERWASH	13
VALERIE PLANTE, VA CHIER	20
TEMOIGNAGES ET ANALYSE DES VIOLENCE POLICIERES DANS LE CADRE DE LA GREVE NATIONALE DE 2021 EN COLOMBIE	22
LA POLICE AUTOCHTONE, UNE MAIN ALLOCHTONE DANS UN GANT AUTOCHTONE	25

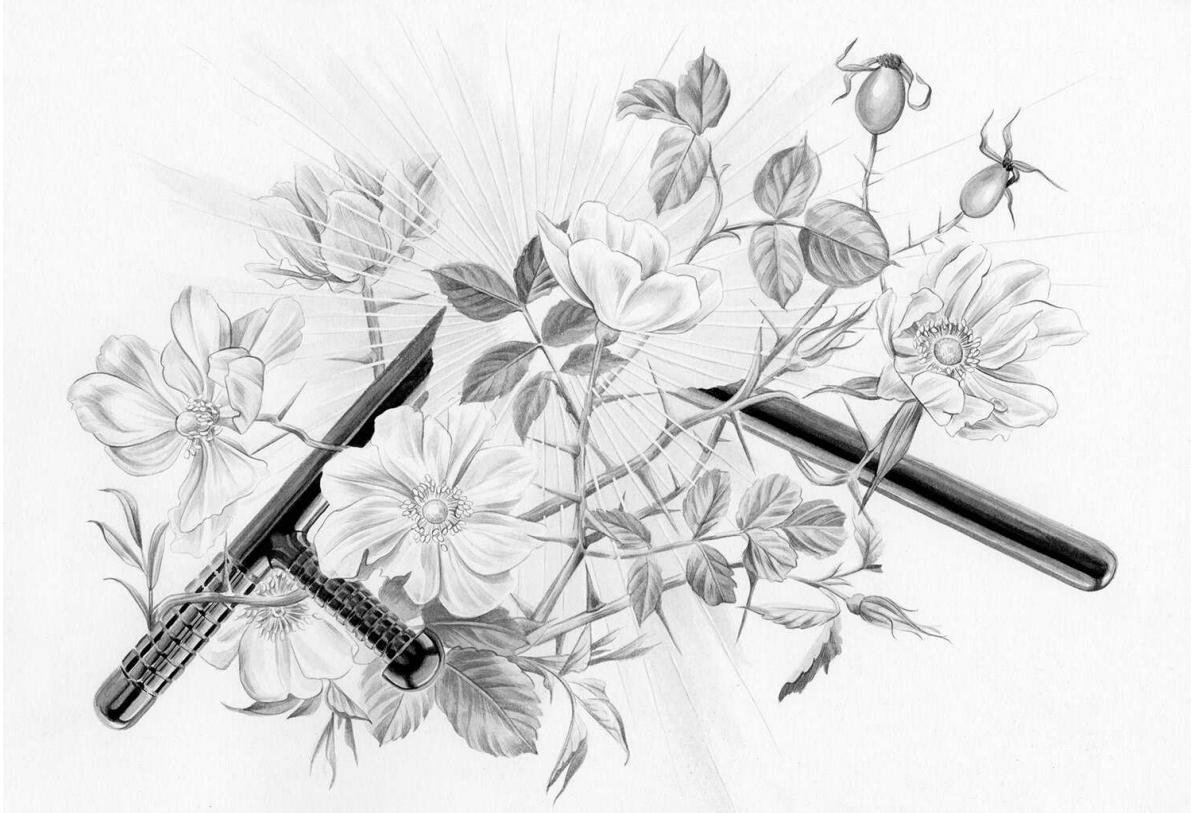


Image : @megadamson



Il est difficile de regarder ce qui se passe présentement dans la Yintah, le territoire Wet'suwet'en, sans réfléchir au rôle qu'exerce la GRC dans la colonie canadienne. Ce qui est éventuellement devenu la GRC a été fondé en 1873, notamment en réaction à la rébellion des Métis de la rivière Rouge de 1869-1870. L'objectif premier de la GRC, dès ses débuts, était donc de maintenir l'hégémonie impériale sur le territoire afin de l'ouvrir à l'exploitation capitaliste.

La liste des crimes de la GRC est trop longue pour être entièrement énumérée ici. De la répression de la rébellion du Nord-Ouest de 1885, à l'interdiction des pratiques culturelles autochtones, au blocus des réserves et à la libre circulation des personnes autochtones, à l'assassinat des chiens de traîneaux, et bien sûr, la séparation des enfants de leurs familles pour les envoyer dans les écoles résidentielles. Nous vous invitons à lire l'article "A Condensed History of Canada's Colonial Cops" dans le journal "The New Inquiry" pour un survol rapide de l'histoire de la GRC, telle que perçue par les autochtones.

Mais est-ce que le gazon est plus vert au Québec ? Le nord du Québec a été sous le contrôle de la GRC jusqu'en 1960. Les écoles résidentielles coloniales ont continué jusque dans les années 1970s, et les abus se sont perpétrés durant cette période, avec le plein soutien de la SQ.

Ladite SQ a donc remplacé la GRC, et on peut

dire qu'elle a bien rempli et remplit toujours bien son rôle de représentante de l'autorité coloniale auprès des autochtones. Que ce soit à Listuguj (Restigouche) en 1981, à Kitiganik (Barriere Lake) en 1988, à Kanehsatà:ke et Kahnawá:ke en 1990, la réponse de la SQ aux mobilisations autochtones a toujours eu le même mot d'ordre : écraser.

Le rapport final de la commission Viens, déposé le 30 septembre 2019, illustre la place que la police occupe dans l'état colonial canadien. Le rapport écrit explicitement :

Ces manifestations [des autochtones] sont le produit du non-respect persistant des droits ancestraux des peuples autochtones et de la lenteur des tribunaux à régler les questions territoriales. [...] Comparativement à d'autres manifestations, [...] la police est utilisée pour intervenir du côté du gouvernement pour écraser ou démanteler la manifestation, en présupposant que les droits revendiqués sont erronés, avant que le tribunal ne se soit prononcé sur la validité inhérente des revendications.

Dans le rapport de la commission Viens, les polices locales comme le SPVM sont blâmées de la même manière :

Dans la littérature, on relate que les communautés autochtones sont à la fois sur-policées pour les infractions mineures [...] et sous-policées, au sens d'une sous-protection face aux violences dont elles sont l'objet.

Le rôle de la police n'est donc pas de protéger qui que ce soit, mais bien toujours d'écraser tout effort de résistance à l'exploitation du territoire. Ce désir d'exploitation s'est manifesté en 2012 avec le projet de loi omnibus C-45 du gouvernement Harper. Ce projet de loi a changé beaucoup de lois canadiennes, avec le but de rendre plus facile l'accès du territoire aux compagnies extractives. Territoire qui est, évidemment, essentiellement peuplé par des autochtones. Le C-45 a donc mené à la naissance du mouvement "Idle No More". La réaction du gouvernement canadien alors a été de renforcer l'appareil policier canadien, et la coordination entre les services de police coloniaux. Le résultat, on le connaît, c'est ce que nous voyons maintenant en territoire Wet'suwet'en.

En 150 ans, le rôle de la police au soi-disant Canada n'a donc pas du tout changé. Son rôle est toujours d'ouvrir le territoire à l'exploitation, ce qui implique de chasser les personnes qui y vivent, peu importe le prix.

La police en tant que force d'exploitation coloniale n'est cependant pas unique au Canada. Au Chili, par exemple, l'armée a été déployée pour soutenir la répression policière contre le peuple Mapuche qui revendique la restitution de leur territoire ancestral des mains de propriétaires terriens et de multinationales forestières. La Colombie bat à chaque année de tristes records d'assassinats de militant·e·s environnementaux et défendeur·e·s de la terre, une grande partie d'entre eux étant autochtones, le tout sous le regard de la police, une situation dénoncée par Amnesty International. Au Mexique, ce sont les Zapatistes de l'EZLN, essentiellement autochtones, qui se font attaquer par des milices armées par l'État. Et au Brésil, c'est la cour suprême qui donne le droit à la police de chasser les autochtones de leurs terres pour les donner aux compagnies minières, une situation dénoncée par les Nations Unies.

Face aux violences policières envers les peuples autochtones, que ce soit ici ou ailleurs, on

arrive tou·te·s au même constat : La police, c'est colon en criss !

On se voit le mardi 15 mars, 17h30, au métro Lionel-Groulx !

Le Collectif opposé à la brutalité policière



La GRC en territoire Wet'suwet'en (2020).
Photo : Amber Bracken / The Narwhal



It is difficult to look at what is currently happening in the Yintah, the Wet'suwet'en territory, without reflecting on the role of the RCMP in the Canadian colony. What eventually became the RCMP was founded in 1873, partly in response to the Red River Métis Rebellion of 1869-1870. The primary objective of the RCMP, from its inception, was therefore to maintain imperial hegemony over the territory in order to open it up to capitalist exploitation.

The list of RCMP crimes is too long to be fully enumerated here. From the suppression of the Northwest Rebellion of 1885, to the banning of indigenous cultural practices, to the blockade of reserves and the free movement of native people, to the killing of sled dogs, and of course, the separation of children from their families and sending them to residential schools. We invite you to read the article "A Condensed History of Canada's Colonial Cops" in The New Inquiry for a quick overview of the history of the RCMP as seen by indigenous people.

But is the grass greener in Quebec? Northern Quebec was under RCMP control until 1960. Colonial residential schools continued into the 1970s, and abuses continued during this period, with the full support of the SQ.

The SQ replaced the RCMP, and it can be said that it has fulfilled and continues to fulfill its role as representative of the colonial authority toward indigenous peoples. Whether in Listuguj (Restigouche) in 1981, in Kitiganik (Barrière

Lake) in 1988, in Kanehsatà:ke and Kahnawá:ke in 1990, the response of the SQ to indigenous mobilizations has always been the same: To crush.

The final report of the Viens Commission, presented on September 30th, 2019, illustrates the place that the police occupy in the Canadian colonial state. The report explicitly writes:

"These [indigenous] demonstrations are the product of the persistent disregard for the indigenous rights of indigenous peoples and the slowness of the courts to resolve land issues. [...] Compared to other demonstrations, [...] the police are used to intervene on the side of the government to crush or dismantle the demonstration, assuming that the rights claimed are wrong, before the court has ruled on the inherent validity of the claims."

In the final report of the Viens Commission, local police like the SPVM are similarly blamed:

"In the literature, it is recounted that indigenous communities are both over-policed for minor offenses [...] and under-policed, in the sense of under-protection in the face of the violence to which they are subjected."

The role of the police, then, is not to protect anyone, but always to crush any effort to resist the exploitation of the territory. This desire for exploitation was manifested in 2012 with the Harper government's omnibus Bill C-45. This

bill changed many Canadian laws, with the goal of making it easier for extractive companies to access the so-called Canadian territory. Territory that is, of course, mainly populated by indigenous people. C-45 led to the birth of the "Idle No More" movement. The reaction of the Canadian government was to reinforce the Canadian police apparatus and the coordination between the colonial police services. The result is what we see now in Wet'suwet'en territory.

So, in 150 years, the role of the police in so-called Canada has not changed at all. Their role is still to open up the land for exploitation, which means driving out the people who live there, no matter the cost.

The police as a colonial force of exploitation is not unique to Canada, however. In Chile, for example, the army has been deployed to support police repression against the Mapuche people who are demanding the return of their ancestral territory from the hands of landowners and multinational logging companies. Colombia beats every year new records of assassinations of environmental activists and defenders of the land, many of them indigenous, all under the gaze of the police, a situation denounced by Amnesty International. In Mexico, it is the Zapatistas of the EZLN, essentially indigenous, who are being attacked by militias armed by the State. And in Brazil, it is the Supreme Court that gives the police the right to chase indigenous people off their land to give it to mining companies, a situation denounced by the United Nations.

Faced with police violence against indigenous peoples, whether here or elsewhere, we all come to the same conclusion: Fuck the colonial police!

We meet at 5:30PM on Tuesday, March 15th, at the Lionel-Groulx metro station!

The COBP (Collectif opposé à la brutalité policière)



La GRC en territoire Wet'suwet'en (2019).
Photo : Amber Bracken



LA LUCHA MAPUCHE CONTRA EL YUGO COLONIAL

Como dice la historia oficial las repúblicas se formaron en un proceso posterior a la guerra de independencia en contra del reino de España y Portugal. En el caso de Chile se proclama la independencia el 12 de febrero de 1818, luego de una lucha encarnizada contra el ejército español donde el futa Lonko Coñuepan, colaboró con un gran número de weichafe, los que nunca han aparecido en la historia creada por blancos. La independencia de las repúblicas solo fue la continuación del genocidio de los pueblos primero, nunca hubo libertad para estos pueblos como también para los pueblos afroamericanos.

El pueblo Mapuche sostuvo una larga resistencia, que obligó a los españoles a firmar diferentes tratados en los cuales se establece como límite el territorio mapuche soberano desde el río Biobio al sur, este tratado es ratificado por la naciente república de Chile en 1824. No obstante, la burguesía que controlaba el Estado para entonces preparaba una ocupación militar del wallmapu. Imbuidos en las teorías eurocentristas del positivismo y de la evolución de la especie, iniciaron una cruzada “civilizadora”, y desde 1862 se inician las operaciones militares que se transformaron en un salvaje genocidio, quemando, robando y asesinando a todos los mapuche que se les interponían en su avance. Por su parte, la resistencia mapuche se mantuvo hasta 1881 donde el lonko Kilapam se repliega y muere en la clandestinidad, en el puel mapu el ejército argentino había asesinado de forma masiva a niños y mujeres mapuche, el grupo de

población más joven fueron apresados y trasladados a diferentes centros de prisión, como la isla Martín García donde se entregaban como sirvientes a las familias de la oligarquía de Buenos Aires.

La civilización del hombre blanco comenzó a fuego y sangre buscando exterminar al pueblo mapuche, luego vino el fuego y la devastación contra el espacio natural del wallmapu, desde 1890 comenzaron a quemar de forma indiscriminada los antiguos bosques de vegetación nativa que albergaba la flora y fauna que compone un eslabón fundamental de la vida mapuche, ardieron durante meses, para abrir paso al monocultivo de cereales, grandes extensiones de tierras fueron cedidas a familias de colonos, que si bien se incorpora la máquina para la producción y cosecha no varían en las técnicas empleadas por la colonia española en la zona central de Chile y que a la postre trae la fatiga y la enfermedad de la tierra. Respecto de los grandes bosques que fueron reserva de la biodiversidad por siglos, fueron cortados de forma salvaje e indiscriminada en la década de los años 20, desde el siglo XX se producían 12 millones de pulgadas anuales, hasta desaparecer algunas especies. Finalmente, el supuesto desarrollo y civilización eurocentrista ha generado que el wallmapu sea la zona de mayor pobreza, desigualdad y violencia del Estado.

En consecuencia, desde 1881 el pueblo mapuche vive una situación colonial respecto

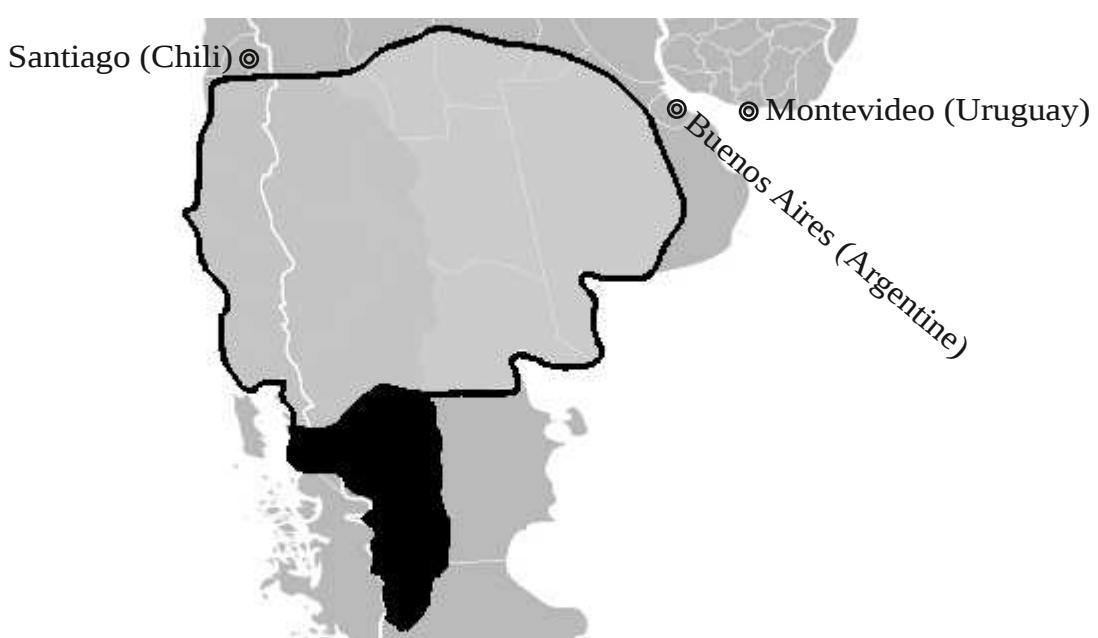
de los Estados de Chile y Argentina como decía Amine Cesaire respecto a las relaciones coloniales “ningún contacto humano, solo relaciones de dominación y de sumisión que trasforma al hombre colonizador en vigilante” de esta forma el Estado y toda su estructura racista se relaciona con los mapuche como simples “cosas”, y actúa sobre el medio natural como un medio por el cual explotar para solo generar dinero. Hoy el wallmapu se ha transformado en zona de sacrificio forestal, y este ha sido unos de los principales problemas del conflicto mapuche, luego que durante la dictadura militar por medio del decreto Ley 701 apoyara la masiva plantación de bosque exótico que ha terminado por extinguir especies animales, plantas de uso medicinal mapuche, ha invadido lugares de relevancia cultural mapuche, y ha secado las vertientes subterráneas, ello repercute gravemente en la salud, alimentación y economía del territorio.

Para el movimiento mapuche estas acciones son terricidio, que ha cometido de forma sistemática el Estado terrorista, frente a la invasión forestal se han levantado los territorios en lucha para su expulsión y la respuesta del estado de Chile ha sido la cárcel y los asesinatos. En este mes se vive el séptimo periodo de Estado de

emergencia que por iniciativa del gobierno de Piñera y con aprobación del congreso, ha permitido la instalación de las fuerzas armadas en la zona que, por medio de vehículos blindados, helicópteros y tecnología de punta están protegiendo la inversión forestal. Uno de los resultados de esta intervención ha sido el asesinato de Yordan LLempi por parte de Infantes de Marina en un supuesto enfrentamiento en la zona de Arauko el pasado 3 de noviembre de 2021, de este crimen todo el poder del Estado ha guardado silencio manteniendo la impunidad.

La lucha descolonial continua y avanza no solo en la dimensión de la recuperación territorial, también por medio de la descolonización cultural y social, así las pequeñas experiencias de la recuperación del mapuzugun crecen, el retorno de muchas familias mapuche que obligadamente por razones económicas habían migrado a las grandes ciudades están retornando, se continúa cortando los lazos con las creencias religiosas del colonizador. Se avanza en la recuperación de la vida mapuche y de la vida natural del wallmapu que también es la continuación de la vida de la humanidad.

Un·a activista mapuche





LA LUTTE MAPUCHE CONTRE L'EMPRISE COLONIALE

- TRADUCTION DE L'ESPAGNOL -

Selon l'histoire officielle, les républiques se sont formées dans un processus postérieur à la guerre d'indépendance contre les royaumes d'Espagne et du Portugal. Dans le cas du Chili, l'indépendance a été proclamée le 12 février 1818, après une lutte féroce contre l'armée espagnole où le Futa Lonko (grand-e chef-fe) Coñuepan s'est allié à de nombreux weichafe (guerriers), lesquels n'ont jamais été nommés dans l'histoire créée par les blancs. L'indépendance des républiques n'a été que la continuation du génocide des premiers peuples. Ils n'ont jamais obtenu la liberté, c'est également le cas pour les peuples afro-américains.

Le peuple Mapuche a longuement résisté, obligeant les Espagnols à signer différents traités où ont été établis les limites du territoire mapuche souverain, soit à partir de la rivière Bio Bio vers le sud. Ce traité a été ratifié par la nouvelle République du Chili en 1824. Cependant, la bourgeoisie qui contrôlait alors l'État préparait une occupation militaire du Wallmapu (territoire traditionnel Mapuche).

Influencés par les théories eurocentristes du positivisme et de l'évolution de l'espèce, ils entamèrent une croisade « civilisatrice » et en 1892 commencèrent les opérations militaires qui se transformeraient en un génocide sauvage, où tout mapuche qui s'opposait à leur avancée était brûlé, volé et assassiné.

La résistance Mapuche a continué jusqu'en 1881, quand le lonko Kilapa se replie et meurt

dans la clandestinité. Dans le Puel Mapu (territoire Mapuche à l'est des Andes), l'armée argentine avait massivement assassiné femmes et enfants mapuches. Les plus jeunes furent emprisonnés et transférés à différents centres carcéraux comme celui de l'île Martin Garcia, où ils étaient relégués comme serviteurs à des familles de l'oligarchie de Buenos Aires.

La civilisation de l'homme blanc a commencé dans le feu et le sang, et avait donc comme objectif l'extermination du peuple Mapuche. Vinrent ensuite le feu et la dévastation de l'environnement naturel du Wallmapu. Dès 1890, les anciennes forêts de végétation native, qui hébergeaient la flore et la faune, maillon essentiel de la vie mapuche, furent brûlées de manière indiscriminée. Elles brûlèrent durant des mois, l'objectif étant d'ouvrir la porte à la monoculture de céréales. De grandes superficies de terres furent cédées aux familles de colons. Bien qu'ils aient intégré l'utilisation de machinerie pour la production et la récolte, les techniques utilisées étaient les mêmes que celles employées par la colonie espagnole de la zone centrale du Chili, ce qui, à la longue, épuisa la terre et la rendit malade.

En ce qui concerne les grandes forêts, une véritable réserve de la biodiversité durant des siècles, elles furent sauvagement coupées et ce sans discernement au cours des années 20. À partir du 20e siècle, des millions d'hectare de forêt ont été coupés par année, menant à

l'extinction de certaines espèces. Finalement, le prétendu développement et la civilisation eurocentriste ont fait du Wallmapu une des zones où on retrouve le plus de pauvreté, d'inégalité et de violence d'État. Comme conséquence, depuis 1881, le peuple Mapuche vit dans un contexte colonial vis à vis les États chilien et argentin. D'après ce qu'Aimé Césaire disait des relations coloniales, celles-ci n'impliquent « Aucun contact humain, mais des rapports de domination et de soumission qui transforment l'homme colonisateur en pion, en adjudant ». Ainsi, l'État et toute sa structure raciste interagit avec les mapuches comme s'ils n'étaient que de simples « choses », et intervient sur la nature comme s'il s'agissait d'un environnement à exploiter pour générer des profits. Le Wallmapu est aujourd'hui devenu une zone de sacrifice forestière, ce qui représente l'une des principales problématiques au cœur du conflit mapuche. Cela survient suite à l'adoption du décret de Loi 701 durant la dictature militaire, qui est venu appuyer la plantation massive d'espèces d'arbres exotiques, menant à l'extinction d'espèces animales et de plantes médicinales mapuche. Des lieux importants dans la culture mapuche ont été envahis et des sources d'eau souterraines se sont asséchées, causant de graves impacts sur la santé, sur l'alimentation et sur l'économie du territoire.

Pour le mouvement Mapuche, ces actes représentent un terricide commis de manière systématique par l'État terroriste. Face à l'invasion de l'industrie forestière, les territoires se sont soulevés afin de lutter pour l'expulsion de cette dernière. La réponse de l'État chilien a été l'incarcération et les assassinats. Ce mois-ci, pour une septième fois, l'état d'urgence est décrété par le président Piñera, avec l'approbation du Congrès. Cet état d'urgence a permis le déploiement des forces armées dans la zone. Avec la présence de chars blindés, d'hélicoptères et de technologie de fine pointe, elles protègent l'investissement du domaine forestier. Un des résultats de cette intervention a été l'assassinat de Yordan Llempí

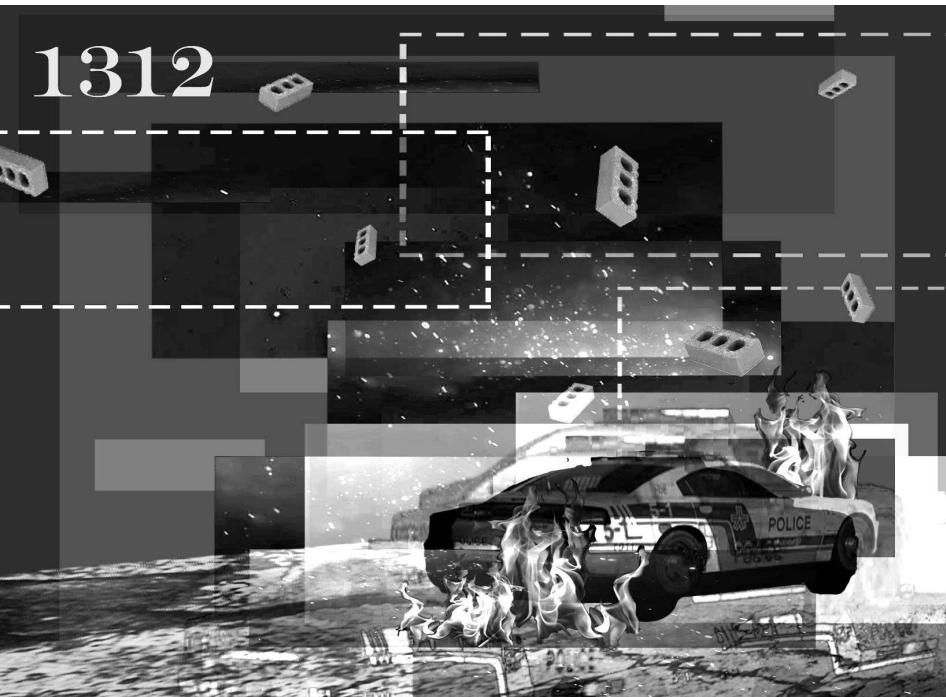
par les corps de la Marine, lors d'un prétendu affrontement dans la zone d'Arauko, le 3 novembre 2021. Le pouvoir étatique a gardé le silence sur ce crime, maintenant l'impunité.

La lutte décoloniale continue et avance non seulement en ce qui concerne la récupération territoriale mais également par la décolonisation culturelle et sociale. Ainsi, les expériences à petite échelle de récupération de la langue mapuzungun, la langue Mapuche, augmentent, tout comme le retour de nombreuses familles mapuches qui, pour des raisons économiques, avaient migré vers les grandes villes. De plus, les relations avec les croyances religieuses du colonisateur continuent d'être coupées. La récupération de la vie mapuche et de la vie naturelle du Wallmapu avance, ce qui est également une avancée pour la continuation de la vie de l'humanité.

Un·e militant·e Mapuche



Rafael Nahuel est un militant Mapuche qui a été abattu par la police argentine en novembre 2017.



métier dont les prérequis sont la désensibilisation, le déni de sa propre subjectivité et de sa propre capacité de réflexion, au profit d'une simple application de commandements. Cesser de valoriser un dit métier dont le présupposé est que «l'homme est un loup pour l'homme»: on voit bien que le loup, c'est le flic.

Abolir la police. Cesser de valoriser la tâche improductive consistant à chercher le crime, alors que le mot d'ordre pourrait être que l'autre m'apporte plus que je ne le pourrais à moi seul·e et que donc nous n'avons pas intérêt à nous nuire.

Abolir la police. La police détient le pouvoir d'agresser, d'assassiner au nom d'un régime. À cause de son rapport privilégié à la loi et du mythe de son indispensabilité, la police craint très peu les conséquences de ses abus envers qui ne la mandate pas ... Très peu ... jusqu'à ce qu'un mouvement digne de ce nom ait pour but de faire un enfer de la job de flic ... jusqu'à son abolition. Il n'y a pas de coexistence pacifique avec la police. Le pacifisme implique une certaine égalité. Dans un rapport de domination, la personne dominée doit se défendre ou subir.

Abolir la police. Historiquement, la police sert à asseoir la domination d'une classe sur une autre, elle est un instrument de maintien des inégalités sociales. La police est nécessaire aux exploiteurs, car de par son rapport privilégié à la loi, elle est le monopole de la violence (on appelle les flics « agents de la paix », ainsi voulant nous retirer notre agentivité). Cependant, la police n'est pas nécessaire à une communauté forte. C'est la leçon que semble tirer Marx de la Commune de Paris: « Plus de cadavres à la morgue, plus d'effractions nocturnes, pour ainsi dire pas de vols ; en fait, pour la première fois depuis les jours de février 1848, les rues de Paris étaient sûres, et cela sans aucune espèce de police [...] » [1]. La police est le rempart de l'opresseur. Elle est sa milice.

Émettre le doute raisonnable qu'il y aura des conflits au sein de la société sans classes ne vaut pas les inconvénients qu'impliquent la police et les prisons (« inconvénients » est un euphémisme). Le simple fait qu'il n'y ait jamais eu dans l'histoire plus horribles acteur·rice·s que les flics devrait suffire à donner le bénéfice du doute aux anarchistes qui clament: abolir la police!

En d'autres mots :

Les faits battre, tuer et harceler, la Loi, l'Ordre, disent les flics, qui pourtant ne sont pas sanctionné·e·s ni divinement, ni naturellement, mais seulement par un rapport de force [2], par un défaitisme général situé : l'idée maintenue par plus que la police (le gouvernement, les écoles, la famille, etc.) que l'essence de l'être humain est l'accaparement aux dépens de tout autre, alors qu'il est prouvé depuis longtemps que l'on puisse vivre autrement. La police est un instrument de négation: elle permet à ceux qui les mandatent, vraisemblablement et effectivement, les tyrans les despotes, de demeurer bien confortablement convaincu·e·s du fondé de leur vision, pour la plate raison que la police, entre autres, la fait se perpéter. Cette perpétuation étant alors confondue avec le terme de lois naturelles : cela est, donc cela est.

Sur ce :

Fuck la police. Abolir la police au plus sacrant. Dénaturaliser l'exploitation, la dévoiler comme non nécessaire, ça passe par l'abolition de la police, par la destruction de l'idée selon laquelle la flicaille existe au service de plus essentiel (par exemple « la justice ») qu'elle-même et que celleux qui la mandatent, puisque ces dernier·ère·s ne sont pas moins que nous en situation dans le réel.

Solidarité avec les populations racisées, indigènes, toutes les cibles de choix de la police. ACAB. Toujours ACAB.

A.

[1] MARX, Karl, *La Guerre Civile en France*, 1871, URL : http://classiques.uqac.ca/classiques/Marx_karl/guerre_civile_france/guerre_civile_france.html, consulté le 8 août 2020. Henri Guillemin, dans son exposé intitulé « Le moment de vérité » (<https://www.rts.ch/archives/tv/culture/dossiers-de-l-histoire/10320030-le-moment-de-verite.html>, consulté le 2 janvier 2022), indique qu'une police était en fait en fonction dans la Commune. Et Marx parle en fait, comme d'une police abolie, d'une police « dépouillée de ses attributs politiques et transformée en un instrument de la Commune, responsable et à tout instant révocable. ». Guillemin qualifie cette police de « point faible de la Commune » et dit qu'elle n'a pas même su mener la tâche de défense contre Versailles qu'on lui avait officiellement donnée, soit surveiller les agents de Versailles. Révocable à tout instant, incomptente dans sa spécialité (surveiller), en face d'un peuple en quête de souveraineté et pas moins en armes qu'elle ... La chose ainsi vue, il faut peut-être pardonner à Marx d'avoir été aussi prompt à déclarer abolie la police.

[2] Un.e camarade : « Toutes les choses sont sujettes à interprétation. L'interprétation qui prévaut à une époque donnée est choisie en fonction du pouvoir, pas de la vérité ».





Le 4 septembre 1995, un groupe d'une trentaine d'hommes, de femmes et d'adolescent·es autochtones Chippewas de la réserve de Stoney Point, en Ontario, pénètre dans le parc provincial d'Ipperwash. L'occupation pacifique, qui dure quelques jours fait suite aux nombreuses tentatives par les habitant·e·s de Stoney Point de faire entendre leurs revendications territoriales auprès des gouvernements canadien et ontarien. Mais, sous la pression du gouvernement provincial conservateur de Mike Harris, les occupant·e·s d'Ipperwash sont bientôt la cible d'une intervention policière musclée visant à les déloger. Au cours de l'opération, la police blessera de nombreux occupant·e·s et assassinera Dudley George, un militant de 38 ans.

Les réserves de Kettle Point (Wiikwedong) et de Stoney Point (Aazhoodena) sont situées dans le sud de l'Ontario, le long des rives du lac Huron. Les revendications territoriales en jeu dans la crise d'Ipperwash sont le fruit d'une longue série de dépossessions territoriales subies par les Chippewas de la région. Si la Proclamation royale de 1763 attribue une grande partie de l'intérieur de l'Amérique du Nord aux Autochtones uniquement, elle décrète aussi que ces territoires doivent être volontairement cédés aux colons avant que ceux-ci puissent s'y établir. Lorsque les colons respectaient cette clause, ils achetaient des parcelles du territoire, au terme de négociations parfois frauduleuses et moyennant des compensations souvent infimes en regard des

territoires perdus. Mais ce n'était pas toujours le cas : les colons s'appropriaient parfois sans plus de manières des zones qui ne leur appartenaient pas, même en vertu de la loi coloniale ...

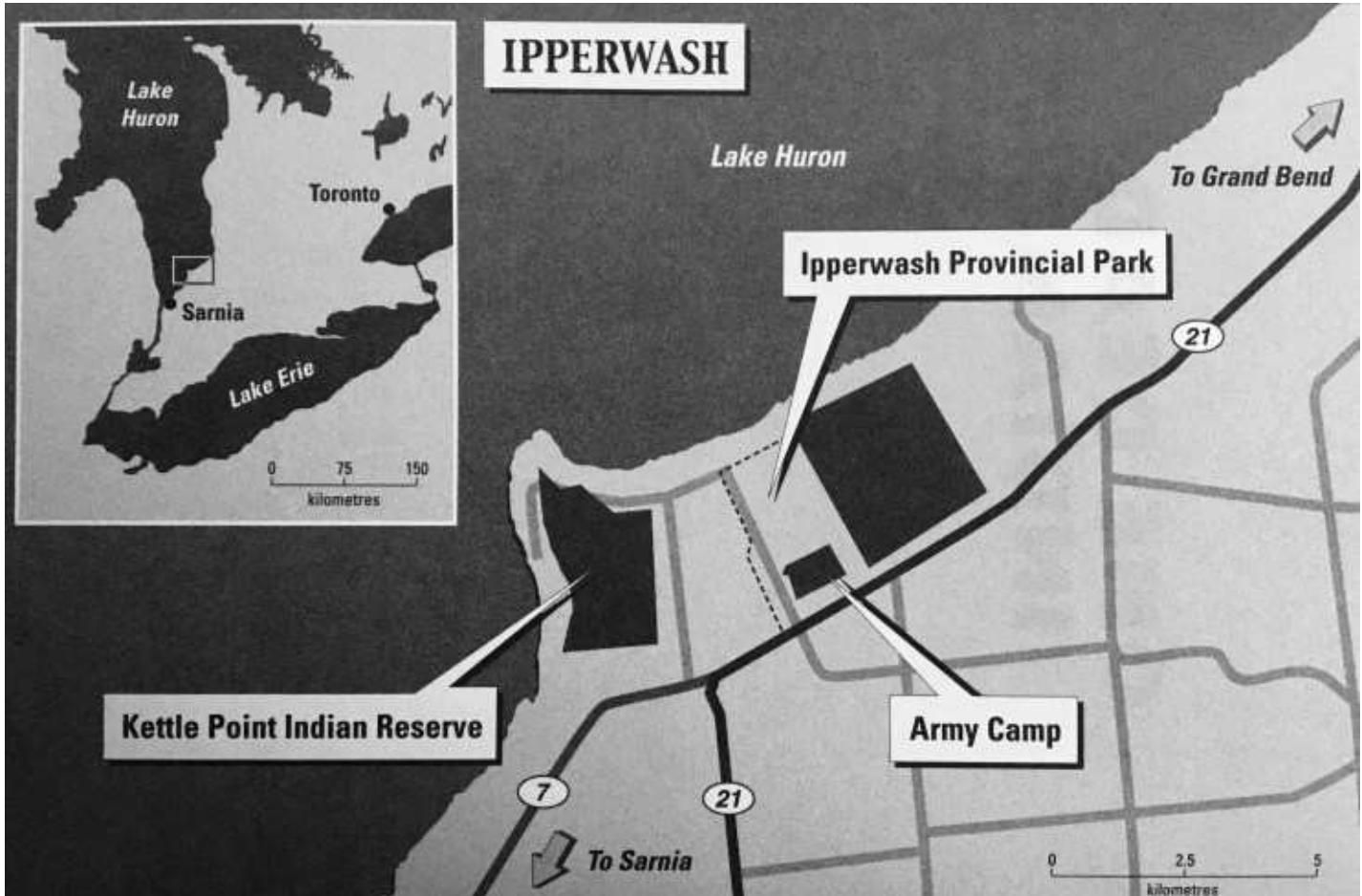
C'est ainsi qu'en 1827, pour la modique somme de 10\$ par personne par année (supposément à perpétuité), les Chippewas cèdent plus de deux millions d'acres de leur territoire au Haut-Canada, ce qui ne leur laisse que quelques zones sur lesquelles vivre : Sarnia, le canton de Moore, Kettle Point et Stoney Point. Au cours du XIXe siècle, Kettle Point et Stoney Point obtiennent le statut de réserve. Déjà à cette époque, celles-ci sont convoitées par des colons blancs, notamment des promoteurs immobiliers, qui envient la richesse et la beauté du territoire. La zone est aussi la cible de pillages de bois d'œuvre par des entrepreneurs qui estiment ne pas avoir de comptes à rendre aux personnes autochtones pour le bois volé.

En 1928, en raison de fortes pressions exercées par le ministère des Affaires indiennes, la réserve de Stoney Point cède 377 acres à des promoteurs immobiliers, y compris tout le rivage du lac Huron. Cette cession (dont la légitimité sera remise en cause en 1992, puis en 1993 à l'initiative des membres des Premières Nations de Kettle Point et Stoney Point) ampute une importante partie du territoire de Stoney Point. Puis, en 1932, le gouvernement de l'Ontario achète une partie des terres (140

acres) cédées en 1928 pour y fonder le parc provincial d'Ipperwash. La région devient alors un lieu touristique prisé et de nombreux bourgeois blancs y installent leur maison d'été. Le parc, quant à lui, est fréquenté par une masse de vacancier·ère·s et de campeur·euse·s qui profitent de ses plages magnifiques et de ses riches forêts.

En 1936, le conseil de bande de Stoney Point

Western Ontario pour y être étudiés par les archéologues Wilfrid et Elsie Jury. La présence d'un cimetière dans le parc provincial d'Ipperwash est un fait à noter, puisque la rétrocession de ce territoire sacré à ces détenteur·trice·s originel·le·s est une des revendications principales portées par la communauté de Stoney Point et les occupant·e·s du parc d'Ipperwash en 1995.



demande à ce qu'un cimetière, qui se trouve alors à l'intérieur des limites du parc, fasse l'objet d'une protection spéciale pour éviter sa dégradation. Le gouvernement canadien s'engage alors à clôturer le site ... mais ne prendra jamais de mesures concrètes en ce sens. Malgré ce qu'en diront plus tard les politiciens, la présence d'un cimetière est indiscutable : par deux fois, en 1937 et en 1950, des ossements humains sont découverts dans le parc, dont certains sont transférés à la University of

En 1942, en plein cœur de la Deuxième Guerre mondiale, le ministère de la Défense nationale confisque ce qui reste de la réserve de Stoney Point afin d'y construire un camp d'entraînement militaire (le camp militaire d'Ipperwash). En invoquant la loi martiale, le gouvernement outrepasse le refus de la communauté de Stoney Point, arguant que les terres seraient de toute façon restituées une fois la guerre terminée. Les habitant·e·s de Stoney Point sont alors exproprié·e·s, leurs maisons sont détruites ou déplacées dans la réserve de Kettle Point et les deux bandes sont fusionnées de force. À l'étroit au sein d'une autre



Une affiche près de l'entrée de l'ancien camp militaire d'Ipperwash. Malgré sa fermeture, le site reste un endroit très dangereux, pouvant encore contenir de l'équipement militaire abandonné, notamment des explosifs.

communauté qui n'a pas les ressources pour les accueillir, les réfugié·e·s de Stoney Point s'apprêtent à subir de longues années de pauvreté et de discrimination : en effet, le gouvernement ne tiendra jamais sa promesse de rétrocession des terres confisquées. En 1995, la base militaire est toujours en activité. Depuis près de 50 ans, des demandes ont été faites pour que les terres de Stoney Point soient restituées, sans aucun résultat.

En 1993, les familles originaires de Stoney Point commencent à revenir s'installer sur le territoire de la base militaire, où ils érigent un camp, après des années d'appels vains et de promesses non tenues de la part des gouvernements provincial et fédéral. En mai 1993, des membres de la Première Nation de Stoney Point occupent pacifiquement une partie du camp d'Ipperwash pour faire valoir leurs revendications territoriales et forcer le gouvernement fédéral à négocier. Puis un groupe décide de charger un prix d'entrée pour les touristes voulant se rendre à la plage du parc d'Ipperwash, ce qui leur vaut une arrestation et quelques jours en garde à vue. En 1994, lueur d'espoir : le gouvernement fédéral annonce qu'il compte fermer le camp militaire et restituer les terres ... mais il se révèle que c'est un mensonge une fois de plus. Excédé·e·s, des membres de la communauté de Stoney Point occupent les bâtiments administratifs du camp à la fin du mois de juillet 1995, forçant cette fois-ci les militaires à se retirer complètement.

L'occupation du parc provincial d'Ipperwash, le 4 septembre 1995, constitue une énième tentative par la communauté de Stoney Point de faire valoir des revendications territoriales vieilles d'un demi-siècle. Cette action, prévue et annoncée depuis quelques mois, s'inscrit dans la vague de réoccupation du territoire originel de Stoney Point et vise aussi à protester contre la destruction du cimetière qui se trouve dans le parc provincial d'Ipperwash. Il·le·s sont une trentaine, cette soirée-là, à entrer dans le parc alors que celui-ci ferme pour la saison. Les occupant·e·s ont apporté de la nourriture et de quoi faire des feux. Malgré son caractère pacifique et la légitimité de la revendication territoriale qu'elle souhaite mettre de l'avant, l'occupation est considérée comme illégale par la police provinciale de l'Ontario (OPP), qui déploie rapidement ses agents (en uniforme comme en civil) pour patrouiller la zone.

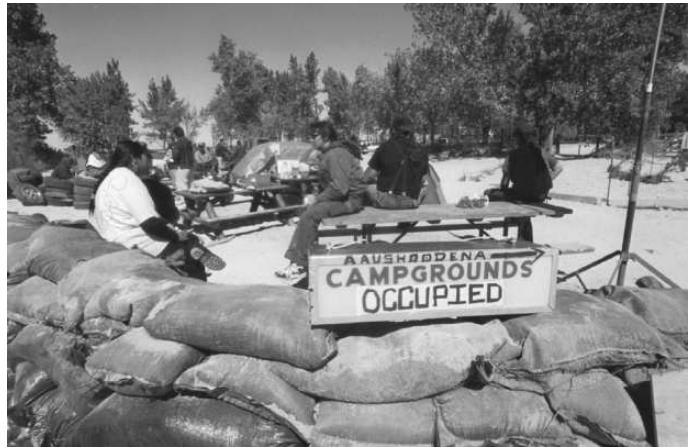
L'objectif officiel des forces de police est d'obtenir une injonction de la cour pour faire cesser l'occupation (sans une injonction, il est difficile de prouver que l'action est illégale au niveau juridique, même si elle est de facto traitée comme telle). Parce que l'occupation concerne une revendication territoriale, l'OPP a aussi prévu 13 négociateurs dans le cadre du Projet Maple, un plan censé assurer la résolution pacifique du conflit via la négociation et des procédures juridiques. Malgré ces prétentions pacifiques, de nombreux équipements militaires et de surveillance sont amenés sur place : hélicoptères, bateaux, fourgons, fusils de longue portée ... La police a aussi mobilisé son escouade anti-émeute, qui encercle rapidement les militant·e·s non-armé·e·s. La trentaine de personnes qui se trouve dans le parc, à laquelle même les médias ne portent pas attention, se retrouve bientôt au centre d'une surveillance digne d'un scénario de prise d'otage. La soirée même, des policiers tentent de pénétrer dans le parc, mais sont repoussés.

Si l'occupation génère du support dans la communauté, elle rencontre aussi l'opposition du chef de Kettle Point et Stoney Point, Tom

Bressette, qui prend initialement position contre les occupant·e·s, qu'il qualifie de fauteur·euse·s de trouble. Mais il n'est pas le seul que cette occupation dérange. Le gouvernement provincial conservateur, qui vient tout juste de remporter ses élections, convoque une réunion d'urgence : il réclame une intervention immédiate. Moins de deux jours après le début de l'occupation, le 6 septembre 1995, alors que le premier ministre ontarien Mike Harris célèbre sa victoire électorale au York Club de Toronto lors d'un souper gargantuesque réunissant la crème du patronat des journaux canadiens, l'escouade anti-émeute de l'Ontario Provincial Police s'apprête à marcher sur le parc d'Ipperwash.

Cette soirée-là, c'est le racisme des policiers, leur violence et l'intransigeance du gouvernement colonial qui auront raison de Dudley George. Alors que plusieurs occupant·e·s quittent le parc et que ceux qui restent allument des feux pour la nuit, des rumeurs de présence d'armes à feu sur les lieux commencent à courir parmi les policiers. Celles-ci sont absolument infondées. La surveillance paramilitaire opérée depuis des jours par la police l'a bien montré. Malgré tout, des bâtons sont confondus avec des carabines et des cigarettes sont vues dans le noir comme des pointeurs de fusils ; des feux d'artifice, comme des coups de feu d'armes automatiques. Et malgré ces rumeurs, qui devraient logiquement pousser les « forces de l'ordre » à faire preuve de prudence, la charge est lancée. Les policiers en anti-émeute entrent dans la zone occupée en tapant sur leur bouclier, une tactique sensée effrayer les occupant·e·s pour les disperser.

Dans le but d'éviter une escalade de la situation, Cecil Bernard « Slippery » George, membre du conseil de bande, tente alors de s'interposer entre les policiers et les occupant·e·s en répétant que personne n'est armé. Il est sévèrement battu par une dizaine d'agents. Plusieurs personnes tentent de lui porter secours, mais sans succès. Pour sauver Slippery George, maintenant inconscient,



Un blocage à l'entrée de la plage d'Ipperwash en 1995 (source : redpowermedia).

Nicolas Cottrelle, 16 ans, décide de foncer vers les policiers à l'aide d'un autobus scolaire qui se trouvait là. Si la stratégie fonctionne et que les policiers se dispersent, elle ne les empêche pourtant pas de tirer sur l'autobus et son conducteur, de blesser Nicolas Cottrelle et de tuer un chien qui se trouvait dans l'autobus avec lui. Alors qu'il se trouve au milieu de la mêlée, désarmé et à découvert, Dudley George est quant à lui blessé gravement. Il succombera aux balles de l'agent assassin Kenneth Deane, un des tireurs d'élite déployés sur place par la police provinciale de l'Ontario.

« – Vous savez, si vous aviez coopéré, vous auriez pu être libérés plus tôt.

– Coopéré en quoi ? Je n'ai rien fait. Tout ce que j'ai fait c'est amener mon frère à l'hôpital parce que vous l'avez tué. »

Réponse de Pierre George à un détective au lendemain de sa libération et de l'assassinat de son frère Dudley George par la police provinciale de l'Ontario.

À deux doigts de la mort, Cecil Bernard « Slippery » George est amené en ambulance à l'hôpital. Deux blessés graves le suivent : Nicolas Cottrelle et Dudley George (qui est alors inconscient en raison de la gravité de ses blessures) sont conduits à l'urgence par leurs proches. Les policiers, quant à eux, reviennent de cette intervention en dénombrant un seul blessé, un agent qui s'est foulé la cheville.

À leur arrivée à l'hôpital, Pierre et Carolyn, le frère et la sœur de Dudley George, sont

immédiatement interpellé·e·s et arrêté·e·s par la police. Accusé·e·s de tentative de meurtre, il·le·s n'auront même pas l'occasion de faire leurs adieux à leur frère : cette nuit-là, celle où les médecins constatent la mort de Dudley George, Pierre et Carolyn la passent injustement en prison. Il·le·s sont libéré·e·s le lendemain. Pour avoir tenté de sauver Slippery George, Nicolas Cottrelle sera aussi accusé de tentative de meurtre. Le lendemain du meurtre de Dudley George, dans un geste de solidarité, des

Britannique à Gustafsen Lake. Pendant 31 jours, du 18 août au 17 septembre 1995, les Secwepemc, qui affirment seulement leur droit d'usage d'un site sacré leur appartenant traditionnellement et non-cédé, doivent affronter un siège de la GRC qui ne recule devant rien pour les déloger. La réponse du gouvernement de l'Ontario n'est pas non plus sans lien avec la panique qu'avait déclenché, cinq ans auparavant, la crise d'Oka. L'intransigeance de la police et du



La barricade érigée au milieu de l'autoroute 21, près du parc provincial d'Ipperwash, après le meurtre de Dudley George par la police provinciale de l'Ontario.

habitant·e·s de Kettle Point érigent un barrage sur l'autoroute 21 près de l'occupation. Il·le·s sont les premièr·e·s à faire face aux médias, qui se mettent soudainement à porter attention aux événements d'Ipperwash.

L'extrême violence de la police dans la nuit du 6 septembre 1995 n'est pas sans lien avec le contexte de graves tensions nationales qui émerge d'une autre confrontation qui a lieu presque au même moment en Colombie-

gouvernement à Ipperwash est directement liée à ce contexte de répression nationale des demandes légitimes des nations autochtones par les gouvernements coloniaux qui voient les limites de leur capacité à tromper celleux qu'ils dépossèdent depuis des centaines d'années. Confrontés sur plusieurs fronts aux exigences légitimes des peuples autochtones, les

gouvernements fédéral et provinciaux réagissent partout de la même manière : par la répression militaire d'état.

L'occupation du camp d'Ipperwash visait à obtenir justice. Elle visait à retrouver une souveraineté sur des territoires qui avaient été dépecés, confisqués et vendus en fonction des intérêts des colons, sans égard pour ceux qui y habitaient. Elle visait aussi à faire cesser la destruction d'un lieu sacré, le cimetière, piétiné pendant des années par des vacancier·ère·s blanch·e·s parce qu'il se trouvait dans les limites d'un parc national érigé sur un territoire colonisé. La crise d'Ipperwash aura fait un mort, meurtre que la police aura l'audace de présenter comme un acte d'auto-défense. Afin d'obtenir justice pour le meurtre de leur proche, la famille de Dudley George entame, dans les mois qui suivent l'occupation, des poursuites contre le premier ministre Mike Harris et la police provinciale de l'Ontario. C'est la première fois qu'un premier ministre en fonction est cité à comparaître. Une longue bataille juridique s'amorce.

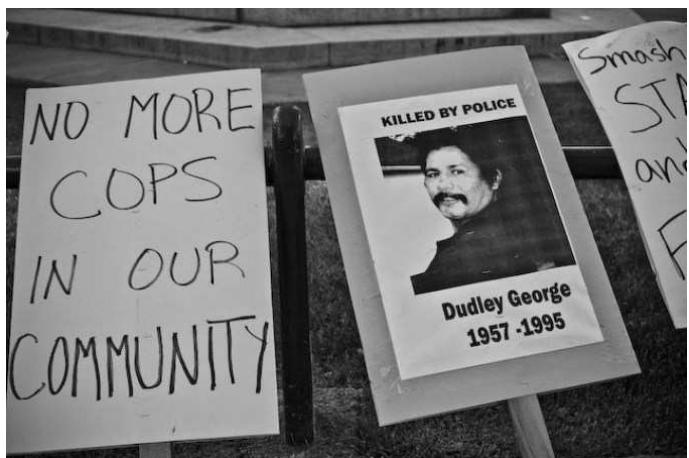
« The prisons are full of Indian people who stole a carton of cigarettes, but if you kill a Native, you're free. »

Sheila Hippern, Stoney Point (One Dead Indian, p. 216)

Si le gouvernement ontarien est traîné en justice, c'est aussi le cas pour plusieurs personnes ayant participé à l'occupation du parc provincial. Ces accusations portées contre les occupant·e·s du parc d'Ipperwash sont en majorité sans fondement et la plupart des accusé·e·s sont acquitté·e·s. Sous enquête, les policiers entretiennent un silence coupable quant à leur rôle dans le tabassage subi par Cecil Bernard George. Aucun enregistrement de la soirée, audio, vidéo ou en photo n'a pu être retrouvé ; un bris d'équipement aurait empêché la police d'enregistrer, selon la procédure, ses agissements. Sur les 250 témoins interrogés, aucun ne fournit d'information probante, ce qui force finalement la fermeture du dossier. Pour

avoir consciemment tiré sur un homme désarmé et pour avoir menti à plusieurs reprises devant la justice sur ses agissements ce soir-là, Kenneth Deane, l'assassin de Dudley George, est finalement condamné pour négligence criminelle ayant causé la mort. Il purgera sa peine en faisant des travaux communautaires.

La mort de Dudley George aura aussi comme conséquence de lancer une enquête gouvernementale qui mènera à des recommandations pour qu'un tel événement ne se reproduise plus. Malgré le caractère



intrinsèquement colonialiste du Canada, les terres de Stoney Point seront graduellement rétrocédées à la communauté Chippewa. La lutte exemplaire des Chippewas à l'automne 1995 et leur détermination devant les tribunaux auront réussi, pour une fois, à faire plier le gouvernement. En 2007, le parc provincial d'Ipperwash est remis aux membres de la communauté de Stoney Point. En 2015, les terres confisquées par le ministère de la Défense en 1942 sont rétrocédées par le gouvernement ontarien à la communauté. Cela aura pris presque un siècle, un mort et des années de procédures judiciaires épuisantes pour que les gens de Stoney Point retrouvent un territoire qui n'aurait jamais dû leur être soustrait. Cette victoire a été acquise au prix du sang.

La crise d'Ipperwash nous rappelle que l'état canadien est fondé sur le vol et le génocide des peuples autochtones. Sa condition d'existence, le colonialisme de peuplement, implique parallèlement l'annihilation de sociétés

précoloniales. Pour cela, tous les moyens sont bons, de l'élimination physique à l'acculturation, en passant par la répression politique et juridique. Les agissements de la police ou de l'armée dans le cadre des différentes crises autour des revendications territoriales autochtones sont à comprendre dans ce contexte. En effet, même si la police ne subit pas toujours directement de pressions politiques (comme ce fut par ailleurs le cas lors de la crise d'Ipperwash), elle soutient néanmoins les valeurs fondamentales de l'état qu'elle défend et ses lois. Si ces lois et jurisdictions sont injustes pour une partie de la population, la police reproduira ces injustices, sous le couvert de la loi et l'ordre. Ici, la loi et l'ordre, c'est le colonialisme. Les boucliers se lèvent chaque fois que cela est remis en question. Et l'assentiment presque généralisé que reçoit cette répression de la part des descendant.es de colons contribue à perpétuer cette situation inique.

Enfin, la nouvelle stratégie de pacification des relations entre Autochtones et gouvernements ne doit pas faire illusion. À ce jour, on exige toujours des peuples autochtones qu'ils renoncent à leurs droits ancestraux pour pouvoir obtenir une compensation financière et territoriale. Le gouvernement continue de retirer les enfants des communautés sous prétexte de les protéger. On voit toujours le rouleau compresseur de l'acculturation à l'œuvre et ce n'est pas la présence de quelques personnes autochtones en public qui change ce paradigme. Enfin, les personnes autochtones continuent d'être incarcérées et de subir les violences policières de plein fouet. La pacification semble fonctionner à sens unique. Et comme nous l'a démontré l'exemple d'Ipperwash, seule la lutte des peuples autochtones pourra leur donner gain de cause quant à leurs revendications légitimes.

Sur la crise d'Ipperwash, on consultera avec profit le livre *One Dead Indian* de Peter Edwards (2001), qui offre un récit honnête de la violence d'état durant cette crise. Les documents de l'enquête sur Ipperwash sont disponibles en ligne, dont celui élaboré par la première nation de Stoney Point sur l'histoire

d'Aazhoodena, le nom autochtone original de Stoney Point. On pourra aussi regarder le documentaire de SubMedia : *Ipperwash Crisis in 5 minutes*, qui rend compte de la crise de manière frappante. Pour avoir une vue d'ensemble des luttes autochtones au Canada des années 1970 à aujourd'hui, on consultera le livre du grand militant secwepemc Arthur Manuel, *Décoloniser le Canada* (2018). Enfin, sur les procédures actuelles mais toujours trompeuses du gouvernement du Canada, on consultera le livre de Glen Sean Coulthard, *Peau rouge, masques blancs* (2018). L'auteur y explique comment l'actuelle stratégie de pacification des rapports entre gouvernements et Autochtones reste au désavantage de ces derniers.

Les Archives Révolutionnaires



Kat Raven Roivas (Lady Chainsaw) est de la tribu Chippewa Cri du Montana. Elle a été arrêtée à plusieurs reprise, dont notamment en 2020 pour avoir aidé à défendre le territoire Wet'suwet'en.



Vraiment Valérie ? La planète s'étouffe, on suffoque dans le smog à longueur d'année, on crève de chaud l'été dans nos petits appartements ben trop chers et on gèle l'hiver pour pas trop chauffer nos mêmes petits appartements ben trop chers. Pis toi, face à un monde qui s'écrase dans la douleur, dans un épuisement général en plein confinement pandémique, la seule affaire qui te vient en tête, c'est d'embaucher 250 osties de nouveaux flics pour venir nous crisser toujours plus de tickets, nous casser la gueule, nous surveiller.

T'es dégueulasse.

Admettons que les flics que tu embauches sont les plus bas placés dans la mafia du SPVM, soit ceux qui donnent les tickets et patrouillent nos quartiers, après seulement 6 ans de tabassage, ils gagneront 87 000\$ par année sans calculer leurs augmentations salariales. Avec ta promesse d'embaucher 250 nouveaux flics, ça revient ainsi à 21 750 000\$ dépensés en coups de matraques par année. Alors qu'on peine à s'acheter des fruits et des légumes sans revenir la tête basse à l'appart et à payer nos loyers qui subissent une hausse sans précédent, c'est inacceptable.

On savait que Coderre est un emmerdeur de première classe, mais là franchement que s'est-il passé pour que tu embarques dans ses délires sécuritaires et t'agenouilles devant la milice du

capital ? Comme quoi plus ça change, plus c'est pourri !

Faut quand même préciser que tes investissements dans les institutions policières ne sont pas anodins ; c'est la réponse face aux enjeux écolos la plus commune en occident. Partout dans les États du Nord global, les politiciens ordonnent la construction de nouvelles prisons de migrant·e·s tout en finançant de manière "préventive" la construction de prisons dans les pays des Sud globaux afin d'emprisonner les futur·e·s migrant·e·s à la source, en plus d'emprisonner des populations entières en scélant les frontières avec une étanchéité toujours plus opprimante.

Ce sont ces mêmes politiciens qui débloquent des budgets faramineux pour équiper et militariser la police afin qu'elle puisse surveiller et punir sans entrave, mais n'allouent que des pinottes pour sauver la vie sur terre et la rendre plus agréable pour tou·te·s.

En 2021, les interventions militaires de la police sur l'Île de la Tortue, notamment à 1492 Land Back Lane, sur le Yintah et à Fairy Creek, nous l'ont bien démontré : le travail de la police est de détruire la terre. Partout où elle sévit, la police défend les pétrolières et attaque les communautés qui résistent au colonialisme. Comble de l'hypocrisie, on révélait cet automne que la police investit ses fonds de retraites dans les mêmes compagnies pétrolières sales qu'elle défend violement. La police est une honte et une nuisance absolue dans une quête de justice



sociale et environnementale.

Plus qu'y coupent, pis plus qu'y mettent de flics !

N'attendons pas au 125e couvre-feu pour nous révolter.

À bas la police, à bas les prisons, Vive l'anarchie!

ACAB

*Invasion de la GRC en territoire
Wet'suwet'en (2021).*



TEMOIGNAGES ET ANALYSE DES VIOLENCES POLICIERES DANS LE CADRE DE LA GREVE NATIONALE DE 2021 EN COLOMBIE

Pour des raisons de protection, les noms des personnes qui témoignent dans le présent article ont été modifiés.

Il est fort probable que vous ayez entendu parler des mobilisations sociales en Colombie qui ont débuté le 28 avril 2021 et qui ont perduré jusqu'en août de la même année. Pourquoi ces grandes mobilisations ? Les raisons sont multiples. Le gouvernement en place est responsable d'avoir créé des politiques excessivement répressives. Le président Ivan Duque pousse des réformes néolibérales dans le but d'encourager les grandes entreprises et ce au détriment des populations moins fortunées. Il y a eu aussi des mesures fiscales anti populaires en plus d'un non-respect des accords de paix avec les anciens combattants des FARC. À ces facteurs on peut ajouter l'impact de la COVID-19, qui semble avoir accentué l'appauvrissement de la classe ouvrière. Tous ces éléments ont mené à l'appel d'une grève nationale, marquée par les plus grandes mobilisations sociales et populaires connues au pays depuis les années 1950.

La réponse des forces policières et militaires de l'État face aux protestations sociales fut caractérisée par une approche extrêmement violente et démesurée en intensité. Tirs délibérés sur les manifestant·e·s, disparitions forcées, violences sexuelles, attaque des médias alternatifs pour ne nommer que quelques exemples. L'approche de l'État fut donc un

massacre, qui a visé spécifiquement les jeunes des quartiers les plus défavorisés.

L'histoire derrière cette mobilisation débute vraiment en novembre 2019 avec la mort de Dilan Cruz. Son décès semble avoir touché une corde sensible qui a causé une hausse des mouvements sociaux. Nous voulons commenter et rendre visible la violence contre ces jeunes de la part de l'État. C'est une violence qui se voit non seulement pendant les mobilisations sociales mais aussi dans la vie quotidienne. C'est d'ailleurs ce que nous disent deux jeunes défenseurs des droits humains du quartier de Suba à Bogota.

Comment éplucher les dimensions de la violence policière ? La violence en Colombie est structurelle. Ne serait-ce que la formation que reçoivent les policiers, qui entraîne ces derniers à percevoir le mouvement social comme un ennemi, ou encore les institutions étatiques qui privent d'accès aux besoins primaires à une grande partie de la population. Ces structures sont génératrices de violences systématiques au pays et manœuvrées par les institutions policière et militaire.

Lors d'une entrevue avec les parents d'un jeune homme de 24 ans assassiné à Cali par la police au cours d'une manifestation sociale en mai dernier, ceux-ci nous ont raconté que le bureau du procureur de la ville n'a même pas mené d'enquête après la dénonciation du cas. Les parents du défunt n'eurent aucune aide de l'État suite à la tragédie et sa jeune fille qui est

maintenant sans père n'a reçu aucun accompagnement psychosocial.

Nous avons besoin de changements majeurs au pays, nous sommes tannés d'être marginalisés, nous disent-ils. Cette absence de réponse appropriée de la part de l'État n'est pas un cas isolé parmi les victimes des violences policières dans le cadre de la grève nationale.

D'autre part, les stratégies de répression de la police envers les manifestant·e·s lors de la grève sont allées plus loin que le recours à l'attaque physique. Le profilage, l'interception des communications, le traçage illégal, la surveillance, le monitoring et l'infiltration de groupes sociaux en font aussi partie. César, 26 ans, témoigne du profilage policier :

J'ai été élevé dans des conditions précaires, par ma grand-mère. Depuis l'âge de 16 ans je travaille pour subvenir aux besoins de ma fille. Lors de la pandémie, plusieurs familles en Colombie ont commencé à manquer de nourriture, et les services publics ont été coupés. Plusieurs ont perdu leur emploi et la solution du gouvernement a été d'augmenter les impôts. Le 28 avril 2021, une grande marche a été convoquée et 5 jours plus tard, nous formions une première ligne.

Le 20 juillet 2021, César participait à une manifestation dans le Parque de los estudiantes – le Parc des étudiants – à Cali. Il se protégeait avec un bouclier et voyait que la police antiémeute frappait des gens. Soudainement, il commence à respirer du sang, il sent un trou dans sa bouche - la balle du tir d'un policier l'avait atteint. Il trouve une clinique de soins populaires, mais à peine arrivé, il doit fuir puisque la police était là et commençait à tirer. Éventuellement, il réussit à se rendre à l'hôpital mais ne pourra y rester bien longtemps puisque

la police arriva avec l'intention de le trouver. Résultat : il se fait chasser par le médecin. Il se rend donc chez lui. Plus tard, la police arrive chez lui, c'était pour me faire disparaître, dit-il. Le lendemain, César se rend à un hôtel dans le département de Sucre pour se protéger, pour se cacher de la police, accompagné d'autres personnes se trouvant dans la même situation. Il y reste 15 jours avant de revenir à Cali.

La police a officiellement comme fonction de faire respecter la loi et de protéger la population. En Colombie, c'est tout le contraire. Près de 80 décès, 500 disparitions forcées, 1832 détentions arbitraires, 28 cas de violence sexuelle par les forces de sécurité, sans compter 82 victimes d'agression oculaire et 3486 cas de violence policière ont été enregistrés lors de la grève nationale de 2021. Il ne faut pas sous-estimer la violence psychologique qui découle du terrorisme d'État à laquelle a été soumise la population colombienne et surtout la jeunesse qui fut au front des mouvements de résistance. Tout cela s'est fait en toute impunité et sans aucune forme de justice jusqu'à présent.

Cette persécution que j'ai vécue m'a forcé à vivre dans la rue, à m'enfuir de chez moi. Je ne me sens pas en sécurité et je n'ai pas confiance en la police ou le procureur de la ville, alors comment puis-je dénoncer mon cas ?

Et le rôle du Canada dans la violence policière en Colombie ? Le Canada possède des intérêts financiers significatifs en Colombie et détient une influence

déterminante dans la promotion et le contrôle du secteur extractif, pétrolier et hydroélectrique au pays. On ne peut fermer les yeux devant la corrélation entre le renforcement canadien du néolibéralisme en Colombie et la prolifération de la violence de l'État contre la population. Les impacts des entreprises canadiennes en Colombie (qui passent par l'usage des forces armées et policières) incluent les déplacements forcés, les atteintes à la mobilité, la fracture du tissu social, la militarisation du territoire, le profilage, la criminalisation et l'assassinat de défenseurs et défenseuses sociaux-environnementaux.

Un facteur important à mentionner également, en guise de conclusion, est l'importance du mouvement autochtone et de son leadership dans les protestations sociales, qui a engendré à

son tour, la mobilisation de d'autres secteurs. Un signe clair ici que l'exclusion d'une grande partie de la population, au sein de l'économie capitaliste, ne fait que s'agrandir et se fragilise d'autant plus sous l'effet de la pandémie mondiale. La réponse de l'État face aux protestations a été l'usage excessif de la violence en attaquant sa population civile, acte qui constitue un crime dans le cadre du droit

international. Or les efforts de mobilisations démontrés au printemps 2021 nous prouvent que la résistance a le souffle long, elle est jeune et âgée à la fois ; elle existera tant que la violence sera là.

Des activistes colombien·ne·s



Manifestation à Bogotá en Colombie (2021).

La police a tué près d'une centaine de personnes et en fait disparaître presque autant. Des centaines de personnes ont été blessées.



LA POLICE AUTOCHTONE, UNE MAIN ALLOCHTONE DANS UN GANT AUTOCHTONE

Suite aux abus de la SQ dans le nord du Québec, le rapport Viens recommande d'augmenter les fonds vers les corps policiers autochtones. On pourrait penser que des corps policiers autochtones pourraient être capables de mieux comprendre les réalités auxquelles font face les personnes de leur communauté et ainsi éviter les abus de la SQ. Il semble au contraire que les corps policiers autochtones ne règlent pas de problèmes dans les communautés et au contraire en créent. Voici un résumé du prochain épisode du Verger au Complet [1], qui portera sur les services policiers autochtones, et qui est basée sur le témoignage d'une militante autochtone d'Akwesasne. Sa position est que les corps policiers autochtones, comme les autres corps policiers, servent à renforcer les conseils de bande, et par là, viennent bouleverser la gestion traditionnelle du territoire. Voyons comment les recommandations du rapport Viens sont en porte-à-faux avec les besoins des communautés.

Les communautés autochtones, avant la Loi sur les Indiens (sic), vivaient sous la Kaianere'kó:wa, la loi de la paix [2], mise en place par la fédération Haudenasaunee (Mohawk). Selon la tradition orale, ce n'est que par la suite que des Peace Keepers furent instaurés :

« We started moving out in our own homes and like domestic abuse and stuff started becoming a thing and then that's where I think there became a need for Peace Keepers and stuff, was when alcohol came in 'cause we no longer lived the Kaianere'kó:wa ».

Rapidement toutefois, la « professionnalisation » de ces Peace Keepers augmente :

« Our new Peace Keepers get trained as OPP (Ontario Provincial Police), they come in trained like OPP police officers, they don't have that same mentality that our old peace keepers had, like if you see someone drunk, you know them, you're gonna bring them home and make sure that their mom is gonna take care of them ».

C'est de cette professionnalisation [3] de la police qu'émergent les corps policiers autochtones comme dans le cas d'Akwesasne, avec l'Akwesasne Mohawk Police (AMP). Toutefois, à la différence des Peace Keepers, les corps de policiers autochtones sont liés plus directement au conseil de bande. De plus, ils peuvent engager du personnel non-autochtone, comme le chef actuel de l'AMP, Shawn Dulude, qui est un allochtone et un ancien policier de la SQ. Lorsque les corps policiers autochtones se retrouvent en fait structurés comme les corps policiers allochtones, il est facile de voir que les personnes les mieux formées pour ce genre de structures sont fréquemment blanches, puisque ces structures correspondent de moins en moins aux traditions locales.

Il est important de penser que les communautés autochtones vivent par ailleurs d'importantes tensions à plusieurs niveaux à cause de la

présence blanche. Plusieurs des actions qui sont considérées comme des crimes chez les personnes autochtones sont liées aux allochtones situées autour des réserves. Dans le cas précis d'Akwesasne, située aux frontières de l'Ontario, des États-Unis et du Québec, la communauté est fréquemment critiquée pour être un lieu de contrebande entre le Canada et les États-Unis. Comme tous les espaces frontaliers, plusieurs personnes achètent ce qui est moins cher d'un côté ou de l'autre. Par exemple, les jeunes ontarien·ne·s de 18 ans vont boire dans les bars de Gatineau, puisque l'âge requis pour pouvoir consommer de l'alcool est 19 ans dans la province anglophone. Ces différences juridiques sont à l'émergence même des services policiers sur le territoire :

« That prohibition stuff [...] then like smuggling started being a thing and I think that's where police thought they had good reason to start coming in here and harassing us ».

Il ne s'agit pas d'un problème autochtone, mais d'un problème prévisible pour toute les communautés transfrontalières, qui ne méritent pas un traitement répressif, et encore moins un traitement répressif ciblé comme l'implantation de services policiers.

Le territoire même sur lequel les communautés sont établies est parfois encore disputé. Par exemple, une réclamation territoriale sur le territoire d'Akwesasne à été récemment approuvée, par laquelle près de 80km² ont été concédées aux autorités canadienne, pour la somme de 240 millions et le droit de racheter les terres touchées aux personnes le désirant et habitant sur le territoire réclamé. Toutefois, pour beaucoup de raisons, cet accord entre le conseil de bande et le gouvernement canadien est vue comme une vente du territoire ancestral, alors que des initiatives locales tentent de conserver la base territoriale locale. Les divisions que créent ces intérêts financiers sont particulièrement problématiques alors que le conseil de bande dispose désormais d'un service de police.

Il est clair que les communautés autochtones, comme personne d'ailleurs, n'ont pas besoin de plus de police. La volonté actuelle est clairement de cacher la colonisation continue des populations autochtones sous la forme d'institutions allochtones, dirigées par des allochtones, qui n'ont d'autochtone que le nom. Il s'agit d'un instrument de pouvoir de plus dans les poches d'autorités dont la légitimité est continuellement remise en cause par les communautés elles-même. Plus que jamais, il est temps de dénoncer l'hypocrisie du gouvernement qui prétend ainsi agir de manière à promouvoir l'autodétermination des peuples, tout en augmentant au contraire leur contrôle.

La Convergence des luttes anticapitalistes

[1] Pour ceux qui ne connaissent pas, le Verger au Complet est un podcast hivernal plus-que-mensuel (il y a parfois plus d'un épisode par mois), produit par la CLAC. Les épisodes précédents sont disponibles gratuitement à: <https://www.clac-montreal.net/verger>

[2] Voir: <https://iaf-fai.org/2021/01/06/kai-anerekowa-the-great-law-of-peace/>

[3] Malheureusement, le professionnalisme, dans le cas des policiers, c'est de punir au lieu d'aider.



Une réunion de communautés Mapuche au cœur de la forêt du Wallmapu. Similaire en bien des aspects à n'importe quel chemin forestier d'ici.

**26e Journée Internationale Contre la Brutalité Policière
26th International Day Against Police Brutality**

**LA POLICE, C'EST COLON EN CRISSE !
SHUTDOWN THE COLONIAL POLICE !**

**MANIFESTATION
CONTRE LA
BRUTALITÉ
POLICIÈRE**

**15
MARS
2022
17h30**

↓ Lionel-Groulx



The colonial

Le Collectif Opposé à la Brutalité Policière (COBP) est un groupe autonome qui regroupe des personnes victimes, témoins et/ou concernées par la brutalité policière et tout abus perpétré par la police. Le collectif a vu le jour en 1995, par un comité de défense pour les personnes arrêtées suite à une manifestation contre Human Life International, un groupe d'extrême droite. Face à l'ampleur de la répression, du nettoyage social et de l'impunité toujours croissante sévissant à Montréal, le COBP a décidé de s'organiser sur une base permanente pour continuer sa lutte contre la brutalité policière.

Le COBP a pour but non seulement de dénoncer les harcèlements, violences, intimidation, arrestations et abus de pouvoirs policiers et d'informer les gens sur leurs droits face à la police, mais aussi de soutenir les victimes en les aidant par exemple à porter plainte en déontologie et à faire face à des accusations abusives.

Nous dénonçons les abus policiers commis au Québec. Nous avons aussi publié plusieurs brochures notamment sur la police de quartier, la police secrète et l'espionnage politique, et sur « La vaste escroquerie de l'anti-terrorisme canadien », brochure contre le système carcéral. Depuis 1998, nous avons diffusé environ 45 000 copies en français, anglais et espagnol du livret « Surprise ! On a des droits ?! », entre autres à la demande de groupes communautaires qui travaillent avec des gens de la rue un peu partout à Montréal et ailleurs au Québec. Nous faisons également de la recherche, des archives et des banques de données.

Le COBP fait régulièrement des ateliers d'information et de discussion sur les droits et les abus policiers, disponibles sur demande. Nous faisons aussi du Copwatch, documentant les agissements de la police dans les rues à l'aide d'une caméra vidéo, appareils photo, en prenant en note les noms des policiers, matricules, numéros d'auto-patrouille, ce qu'ils ont dit et fait, etc.

Nous organisons des spectacles bénéfiques et des conférences. Nous vendons pour nous financer des T-shirts, macarons, patches et « Compiles Anti-Flic ». Nous avons un site internet sur lequel nous publions et archivons de l'information sur les abus policiers, sur nos droits et sur les activités du COBP et autres groupes impliqués contre la brutalité policière.

On peut nous rejoindre en laissant un message sur notre répondeur à (514) 395-9691 ou par email au cobp@riseup.net. Notre site web est le : <https://cobp.resist.ca/>



The Collective Opposed to Police Brutality (COBP) is an autonomous group that is made up of victims, witnesses and/or those concerned by police brutality and all abuse perpetrated by the police. The collective was formed in 1995 from a defense committee for people arrested after a demonstration against Human Life International, a far right group. In light of the increasingly intense repression, social cleansing, and impunity rampant in Montreal, the COBP decided to organize on a permanent basis to continue its battle against police brutality.

The COBP's goal is to not only denounce the harassment, violence, intimidation, arrests and abuse of power by police, but to inform people of their rights and lend support to victims by, for example, helping them to file a complaint in the police ethics system or deal with wrongful accusations. We denounce abuse by police here in Montreal and around the world in our publication "L'Agent Provocateur". We have also published several brochures, mostly on neighbourhood policing, secret police and political espionage, as well as on "The Great Canadian Anti-Terrorism Fraud". Since 1998, we have distributed over 45,000 copies of our booklet "Guess what! We've got rights!?" in French, English and Spanish to individuals and at the request of community groups that work with homeless here in Montreal and elsewhere in Quebec. We also do research and collect information for databanks and archives.

The COBP does regular workshops and discussions on rights and police abuse which are available upon request. We also do Copwatch, documenting the actions of police in the streets with the help of a video camera, regular cameras and by taking down the names, badge numbers, patrol car license plate numbers, what is said and done etc.

We organize benefit shows and conferences. We sell T-shirts, buttons, patches and "Anti-Cop Mix CD's" to help finance our work. We have a website on which we publish and archive information on police abuse, know-your-rights and COBP actions.

You can contact us by leaving a message on our voicemail (514) 395-9691 or by email at cobp@riseup.net. Our website is: <https://cobp.resist.ca/>